Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Wahington consacre des millions de dollars pour provoquer un « changement de régime » à Cuba

Par Editorial La Jornada
Mondialisation.ca, 30 mars 2012
La Jornada 24 mars 2012

Région : Amérique latine & Caraïbe, États-Unis
Thème: Services de renseignements

Lorsque le gouvernement étasunien et les anti-castristes de Miami ont dénoncé le bref emprisonnement d'opposants par les autorités cubaines à la veille de la visite du Pape Benoît XVI dans l'Ile, ils n'ont pas indiqué que des dissidents, de même qu'une large partie de l'opposition politique à l'intérieur de l'Ile, sont soutenus et dans plusieurs cas financés – en violation des lois cubaines – par Washington et par les organisations anti-castristes de Miami dont le but avoué est le changement de régime.

A cause de cela, les commentaires sur Cuba venant de Washington et de Miami en ce qui concerne la visite du pontife à Cuba, lundi et mardi de la semaine prochaine, sont plus dangereux qu'il semble à première vue. Miami désire toujours qu'il y ait un conflit entre l'Eglise Catholique et l'Etat à Cuba. « Ceux qui suivent la ligne dure à Miami ne veulent pas qu'il existe des relations harmonieuses entre l'Eglise et l'Etat, à aucun degré, « a commenté l'ambassadeur Wayne Smith, expert des relations bilatérales entre les Etats-Unis et Cuba, dans une interview à « La Jornada ».

Smith, qui fut le chef de la Section des Intérêts du Gouvernement Etasunien à La havane lors de la présidence de Jimmy Carter, et est maintenant l'analyste du Centre de Politique Internationale à Washington, a indiqué que le gouvernement des Etats-Unis désirait aussi que l'Eglise choisisse une ligne plus dure contre le régime de Cuba, qu'il y ait une confrontation plus importante, mais l'Eglise ne fera pas cela.

Les relations de coopération développées entre l'Eglise Catholique, dirigée par le Cardinal Jaime Ortega et le régime cubain n'ont pas plu aux forces les plus conservatrices de Miami et aussi à certains secteurs de Washington et cela a commencé avec l'opposition officielle de l'Eglise cubaine contre l'épicentre de la politique étasunienne : l'embargo étasunien contre l'Ile.

Cette semaine, le Vatican a rappelé que sa position sur le blocus n'est pas un mystère, cela a été dit par le Pape Jean-Paul II lors de son voyage historique à Cuba en 1998 et il ne serait pas surprenant que le pape actuel, Benoît XVI le redise, en même temps que des appels à une plus grande liberté religieuse, a indiqué « Catholic News Service ».

Pour cela, des figures influentes de l'exil comme la députée Ileana Ros-Lehtinen , – actuellement présidente du Comité des Affaires Extérieures – , le sénateur Marco Rubio et d'autres législateurs et hommes politiques cubano-étasuniens, se sont opposés au voyage , au début, affirmant que la visite du pape sert seulement les intérêts du régime de La Havane et ont critiqué les accommodements de l'Eglise avec le régime cubain et quoi que le

Vatican n'en ait pas tenu compte, ils insistent pour que la visite soit utilisée pour dénoncer le « régime ».

Deux ou trois incidents récents au cours desquels les autorités cubaines ont arrêté des membres de groupes dissidents furent utilisés par les figures anti-castristes de Miami et par les politiques de Washington pour réitérer leur condamnation (bien que dans l'un de ces cas, l'Eglise catholique elle-même ait demandé l'expulsion d'un groupe d'une église et que l'archevêque ait affirmé que personne n'avait le droit de transformer les églises en barricades politiques et d'empêcher la célébration de l'arrivée du pape.)

Ros-Lehtinen a déclaré cette semaine devant la Chambre des Représentants que « peu de choses ont été dites sur l'escalade de la violence contre l'opposition interne de Cuba… mais il existe une opportunité pour se rattraper » en dénonçant cela et en appelant à ce que Benoît XVI soutienne publiquement les « aspirations du peuple cubain réduit en esclavage et empêché d'exercer les droits que Dieu lui a donnés .»

A miam, Ninoska Perez, directrice du Conseil de Liberté Cubaine et voix éminente de l'anti-castrisme a affirmé qu'elle espérait davantage de protestations avant et pendant la visite du pape à Cuba.

A Washington, un porte-parole du Conseil de Sécurité National de la Maison Blanche a déclaré aux médias que « la détrention des membres des « Dames en Blanc » à la veille de la visite du pape Benoit souligne le mépris des autorités cubaines envers les droits universels du peuple cubain. »

De son côté, le Département d'Etat a déclaré que leur détention était une violation répréhensible et a insisté auprès du pape pour qu'il aborde le thème des droits de l'homme dans son échange avec le gouvernement cubain.

Le « New York Times », dans un éditorial, a émis l'opinion que le pape doit faire pression sur le dirigeant cubain pour arrêter le harcèlement des dissidents et lui dire que le monde n'a pas oublié le désir de liberté du peuple cubain.

Mais comme c'est presque toujours le cas, ce qu'on ne dit presque jamais, c'est que ces groupes dissidents reçoivent un soutien des Etats-Unis. L'année dernière, le Département d'Etat a donné son Prix de Défense des Droits de l'Homme aux « Dames en Blanc » tandis que des fonctionnaires de la Section des Intérêts Nord-américains à La Havane dépendant du Département d'Etat, se sont réunis avec elles. Des millions de dollars ont été dirigés vers les groupes qui cherchent un changement de régime. Il est pratiquement impossible de savoir quels groupes, dans l'Ile caribéenne, reçoivent de l'argent,par manque de transparence dans l'envoi de fonds et d'autres aides étasuniennes à divers groupes à Cuba, dont la plus grande partie est canalisée par les organisations de Miami, entre autres .

L'Agence de Développement International des Etat-Unis (USAID) répartit la plus grande partie des fonds étasuniens de soutein aux organisations anti-castristes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ile caribéenne et affirme explicitement que, en arrivant à la communauté dissidente, le programme de l'Agence Internationale contribue au développement de groupes indépendants de la société civile qui finalement, peuvent apporter des contributions significatives au niveau local et national.

Pour les années fiscales 2009 et 2012, le Congrès a destiné 35 millions de dollars aux

programmes en rapport avec Cuba (23 millions furent utilisés par l'USAID à indiqué « la Dépendencia ».

Pour ce qu'on appelle « programmes de promotion de la démocratie » établis par la Loi Helms-Burton, le Gouvernement des Etats-Unis a distribué plus de 150 millions de dollars, indique le « Cuba Money Project » qui s'emploie à contrôler cette assistance officielle .

Toute assistance économique étrangère pour des groupes dissidents à l'intérieur de l'île de même que toute opération étrangère qui intervient sur des sujets de politique intérieure viole les lois nationales de Cuba.

Julia Sweig, directrice des Etudes Latino-américaines de l'influent Conseil des Relations Extérieures, a indiqué récemment que les programmes appelés « programmes pour la Démocratie pour Cuba » du Gouvernement étasunien sont une provocation extraordinaire car ils poursuivent le même objectif hérité du Gouvernement antérieur (le Républicain George W. Bush) : le concept de changement de régime et sous le Président Obama, ils restent en grande partie intacts.

Elle a expliqué que les programmes sont cachés au public étasunien volontairement, il n'y a pas d'information publique sur les sous-traitants privés de ces programmes aux Etats-Unis et ailleurs et que même certains groupes ou certains individus vivent à Cuba et parfois ne savent même pas qu'ils font partie de programmes étasuniens.

Les programmes de démocratie (pour Cuba) ont été délibérément politisés pour provoquer et ont eu du succès en provoquant, a ajouté Julia Sweig. Lors de la visite du pape à Cuba, tout indique que l'objectif de Washington et de Mimai est seulement de provoquer.

La Jornada , 24 mars 2012

Traduction Gaston Lopez, Cuba Si

La source originale de cet article est La Jornada
Copyright © Editorial La Jornada, La Jornada, 2012

Articles Par : Editorial La Jornada

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca